



## **ARRÊTÉ MODIFICATIF**

portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement  
SCEA FAIRIER à Plélan-le-Petit

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2007, modifié le 17 septembre 2021, autorisant la SCEA FAIRIER à exploiter au lieu-dit « 31 Le Breuil » à Plélan-le-Petit, un élevage porcin ;
- Vu** la demande présentée le 20 octobre 2021 par la SCEA FAIRIER représenté(e) par Madame et Messieurs Mélanie, David et Vincent FAIRIER, dont le siège social est situé au lieu-dit « 31, Le Breuil » à Plélan-le-Petit, en vue d'effectuer à la même adresse ;
- l'extension des bâtiments d'élevage sans modification des effectifs ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 3 mars 2022 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 29 avril 2022 ;

**Considérant** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet consiste à construire une extension de bâtiments existants pour une surface de 600 m<sup>2</sup> pour 450 places de porcs de production de plus de 30 kg ;

**Considérant** que le nouveau bâtiment sera conforme aux MTD (meilleures techniques disponibles) ;

**Considérant** que le nombre de places, les effectifs, la production et la gestion des déjections ne subissent aucune modification ;

**Considérant** que les nouvelles constructions constitueront un prolongement des constructions existantes et à distance des tiers et des points d'eau ;

**Considérant** que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## ARRÊTE :

### Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2007 sont modifiées comme suit :  
« 1.1. - La SCEA FAIRIER, représentée par Madame et Messieurs Mélanie, David et Vincent FAIRIER dont le siège social est situé au lieu-dit «31 Le Breuil» sur la commune de PLELAN LE PETIT est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de **3820 emplacements** pour les porcs de production de plus de 30 kg et 1784 animaux équivalents (A.E.). »

### Article 2 : Nature des installations

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Elevage intensif de porcs	Elevage de porcs de production de plus de 30 kg	Nombre total d'emplacements	> 2000	1 place = 1 emplacement	3820	Emplacements
2102	1)	E	Elevage, vente, transit, etc. de porcs	Elevage	Animaux Equivalents (AE)	> 450	Reproducteur = 3 AE Porcelet sevré = 0,2AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1 AE	1784	AE
2160	2b	DC	Silos et installations de stockage en vrac de céréales	Autres installations	Volume totale de stockage	> 5000 et < 15000	m3	5500	m3
2.1.5.0	2°	D	Rejet eaux pluviales	/	Surface imperméable	> 1 ha <20 ha	/	1,2	hectare
1.1.2.0	2°	D	Prélèvements issus d'un forage	/	Volume prélevé	> 10000 m³ <200000 m3	Quantité prélevée par an	18144	m³/an

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration avec contrôles périodiques) ; D (déclaration)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Elevage intensif de porcs : b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3660	6.6 b)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles "Elevage intensif de volailles et de porcins" de février 2017.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## 2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Sections	Parcelles
PLELAN LE PETIT	WS	155 et 156

## 2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Animaux équivalents (AE) Emplacements (Emp)	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou Production annuelle (Porcelets, Porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	Maternité : 324 AE gestante : 966 AE	426	402
Porcs charcutiers (>30kg)	3820 Emp	3820	12322
Porcelets	430 AE	2150	12633
Quarantaine	64 AE		

## 2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2007 sont modifiées comme suit :

### « 3.1. - Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

### 3.2. - Alimentation biphasé

3.2.1. - L'alimentation biphasé est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3.2.2. - Le pétitionnaire doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

### 3.3. - Sécurité

3.3.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.3.2. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

3.3.3. - L'installation classée dispose d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

La défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

3.3.4. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

### 3.4. - Laveurs d'air

Conformément aux plans et mémoires annexés au dossier les porcheries P1 à P7 sont équipées d'un laveur d'air à l'eau permettant de capturer 1720 unités d'azote par an, environ 200 m<sup>3</sup> d'eaux résiduelles, à épandre sur les terres en propre.

L'extension des bâtiments P5, P6 et P7 est également équipé d'un laveur d'air à l'eau, pour une captation de 654 unités d'azote pour 74 m<sup>3</sup> d'eau résiduelle annuelle.

### 3.5. - Intégration paysagère

Des plantations sont réalisées le long du chemin d'exploitation n°197, depuis la haie existante jusqu'au carrefour, conformément aux plans et mémoires du dossier.

Ces plantations sont réalisées dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté préfectoral. »

## Article 4 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

L'exploitant est autorisé à prélever par forage prévu sur la parcelle ZX 49, un volume annuel brut de : 18144 m<sup>3</sup> dont 10584 m<sup>3</sup> en période d'étiage (1er avril au 31 octobre).

L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1<sup>er</sup> avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

## Article 5 : Autres dispositions

L'arrêté préfectoral du 17 septembre 2021 est abrogé.

Les articles 3, 4, 5, 9 et 10 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2007 sont supprimés.

Les dispositions des articles 11, 12, 13 et 14 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2007 sont modifiées comme suit :

« La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. »

#### **Article 6 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plélan-le-Petit pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plélan-le-Petit pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

#### **Article 7 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télerecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 8: Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Dinan, le maire de Plélan-le-Petit et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

04 MAI 2022

  
Béatrice Obara

